L'ABEILLE.

Journal officiel de l'Etat et de la Ville,
Imprimé par J. Bayon.

NOUVELLE-ORLEANS :
VENDREDI MATIN, 26 FEVRIER 1836.

LISTE DES DIFFERENS CANDIDATS
Pour la prochaine administration.
(Les élections devant avoir lieu le 1er. lundi d'avril prochain.)

POUR MAIRE :

L. U. GAIENNIÉ.

POUR RECORDER :

JOHN CULBERTSON.

ALDERMEN :
1er. District—GUSTAVE SCHMIDT.
2e. District—FÉLIX LABATUT.
3e. District—Dr. THOMAS.
4e. District—G. PREVAL.
5e. District { F. PERCY. A. LARA.
6e. District { J. BERRY. J. CALDWELL.
7e. District—J. BALDWIN.
8e. District { P. BUISSON. LOUIS ALLARD.

☞On trouvera une colonne d'avis français dans la page anglaise.

NAVIGATION DU MISSISIPI.

Une première tentative vient d'être faite au Congrès pour améliorer la navigation du Mississipi. Nous la devons à M Johnson, représentant du 1er. district congressionnel de cét Etat. Cet honorable membre a présenté la résolution suivante qui fut adoptée :

"Résolu que le comité du commerce soit autorisé d'examiner s'il serait nécessaire d'ouvrir un passage pour la navigation des bâtimens, à partir du Mississipi, rive gauche, vis-à-vis l'île Bretonne, jusqu'au golfe du Mexique."

Nous ne savons pas quels seront les résultats de cette opération: elle pourrait peut-être avoir pour objet de raccourcir le trajet de la Nouvelle-Orléans à la Mobile, par le fleuve. Mais est-ce bien là l'amélioration dont nous avons besoin? Nous ne le croyons pas, puisque la navigation par les lacs serait plus courte et plus certaine que par ce canal, en même tems qu'elle ne serait pas exposée à tous les dangers que présentent les côtes des îles Chandeleur? Nous croyons même que ce travail serait plutôt nuisible qu'avantageux au commerce, car en donnant une nouvelle bouche au fleuve il en résulterait que l'action de la marée montante étant de repousser tuujours les eaux du Mississipi vers leur source, il s'établirait à l'endroit où cette action cesse de se faire sentir un équilibre qui faciliterait le dépôt des matières limoneuses et qui tendrait constamment à diminuer la profondeur du fleuve. Les opérations les plus essentielles seraient de faire disparaître annuellement par le moyen de machines hydrauliques les ensablemens qui se trouvent aux différentes barres : et si ce travail n'est pas entrepris, il nous en pas d'autre moyen de voir qu'avant dix ans il n'y aura plus que 8 ou 10 pieds d'eau aux passes les plus profondes du Mississipi.

Les derniers paiemens de la dette napolitaine, s'élevant à 1209,000 piastres, par suite du consentement des Etats-Unis, viennent d'être effectués, en monnaie d'or à Rothschild, l'agent de notre gouvernement à Paris. Le montant total devra être expédié par un des premiers paquebots du Hâvre. Une grande partie de cet te somme a été assurée le 6 courant à New York.

L'arrivée de l'England, ne nous fournit rien de nouveau sur la situation des affaires de la péninsule. Nous voyons cependant d'après les journaux que toutes ces parties du royaume de Navarre et des provinces basques, parcourries par les insurgés avaient été déclarées en état de siége, et que des ordres avaient été donnés en conséquence pour effectuer promptement la chose. Il est question également d'un concordat par lequel la France s'engagerait à former un dépôt dans l'intérieur pour la reception de tels individus qui voudraient quitter les provinces bouleversées et chercher un asyle en France, sans vouloir cependant prendre les armes en faveur de l'une des deux causes.

On assurait qu'au commencement de l'année actuelle il y aurait une somme de 60,000,000 de reaux, au crédit du gouvernement espagnol, dans la Banque de San-Fernando.

Le corps des Chapelgorics formant partie de l'armée de Jauregui (El Pastor), a commis un acte des plus atroces en pillant une église et massacrant tous les malheureux prêtres qui la desservaient. Le général en apprenant cette nouvelle, et sur re us du régiment, fort de mille hommes, de faire connaitre les noms des coupables, donna l'ordre de décimer le corps de manière à passer par les armes les cent hommes que le sort désignerait. Au moment de l'exécution, Jauregui jugea convenable d'adoucir la rigueur de son arrêt et cédant au conseil des autres officiers supérieurs il décima de nouveau ces cent hommes et fit fusiller dix d'entre eux. 40 autres ont été envoyés à St. Sébastien en passant par Santander.

Par le brick *Dos Amigos*, arrivé de Cadix à la Havane, nous avions reçu la nouvelle que St. Sébastien était assiégé par les Carlistes, et que les troupes de la reine se trouvaient à quelques journées de distance de cette ville. Cette nouvelle se trouve confirmée, et nous apprenons en outre que le bombardement de cette ville par les troupes du Prétendant avait cessé, et que les assiégés étaient devenus les assiégeans.

Le taux de l'argent à Londres, aux dernières dates était de 3 3-4 pour cent et le numéraire était très abondant sur la place.

La barque Samuel Winter est arrivée de Liverpool à Charleston; mais elle ne donne rien de plus recent que ce que nous avons reçu par l'*England*. Les dates sont les mêmes.

Nouvelles d'Europe reçues par l'England.

Le message du Président est arrivé à Liverpool le 29 décembre et a été publié en entier dans les journaux de Londres du 30. Ce document, loin d'avoir produit une baisse dans les fonds, comme on le prévoyait, les fit monter. Les opinions dans cette ville paraissaient cependant partagées quant à l'interprétation que l'on donnait aux paroles du Président relatives à la question de l'indemnité, cependant à en croire le London Times du 31 le message est suffisamment explicatif et rien ne doit plus s'opposer au paiement de la dette.

Voici ce que dit ce journal :

"Le dernier message est des plus longs mais cependant il faut l'avouer ici, il est écrit de main de maître. Il ne se trouve pas beaucoup d'Anglais de quelque parti qu'ils soient qui, avant l'apparition du message, n'aient pas fortement désapprouvé la pétulance avec laquelle la Chambre des Députés en a agi envers le gouvernement américain, pétulance tolérée, sinon ouvertement encouragée par la Cour. Mais y aurait-il eu lieu à quelque changement dans les opinions du peuple anglais en faveur des Etats Unis, le même ruse-il manqué quelque chose pour nous convaincre de la justice de la cause des Americains, le message certes, suppléerait à tout le reste par son exposition claire et concluante, mais à la fois calme, tempérée et franche des motifs qui ont donné naissance à la querelle avec la France et des raisons dont cette nation n'est prévalu pour entraver l'ajustement de la question."

Le même journal après être entré dans les moindres détails des faits relatifs à nos difficultés et avoir démontré qu'il n'appartenait pas au gouvernement français de demander explication de ce qui n'était qu'une communication privée d'une branche de notre gouvernement à l'autre, achève en disant qu'un point où en sont maintenant les choses, la médiation de l'Angleterre n'a eu pour objet que de mettre un délai inconvenant au règlement de la question la plus simple du monde, à moins dit-il que ce ne soit un expédient ingénieux de la diplomatie française pour réhabiliter Lo. Philippe et le sauver de tout commentaire jusqu'à ce que le message du Président fut arrivé. Si tel est le cas, Lord Palmerston s'est montré bien généreux en gratifiant l'adroit monarque d'une médiation sur une question où il n'y avait rien à dire, et qui pouvait amener à un résultat fâcheux.

LONDRES, 30 au soir.

Une hausse de 3|8 a eu lieu dans les rentes consolidées, de prime abord, et quelques acquisitions se sont faites à 92. Mais à la fermeture des ventes les prix étaient tombés à 91 7|8. Les lettres de change restaient stationnaires de 145 à 160, de prime.

Le règlement des comptes étrangers qui a eu lieu aujourd'hui, s'est fait sans la moindre difficulté, attendu que l'on pouvait se procurer de l'argent à un modi que intérêt sur presque toutes les sécurités étrangères.

—Par les retours officiels des exportations de métaux précieux qui se sont faites dans le port de Londres dans l'année finissant le 26 décembre, il paraît que le montant de l'or monnoyé expédié pendant les 13 derniers mois est de 57,764 onces dont la valeur en quotant à £ 3 17 s. 10 1|2 d., l'once, est de l. 224,959 ; 11,211,376 onces d'argent monnayé, ou l. 2,802,894. En fixant la valeur de chaque once à 5 s.; 26,822 onces d'or en lingots—l. 194,465, et 766,814 onces d'argent en barres—191,703 ; faisant un total de £3,324,021.

Le bruit courait à Londres le 29 décembre que le départ du *Pantaloon* n'avait pas eu pour objet de trans mettre l'offre de la médiation au gouvernement des Etats-Unis, ainsi qu'on le supposait d'abord, mais bien pour communiquer à ce gouvernement que l'Angleterre avait des remontrances à faire contre les efforts que l'on disait être entrepris par les Américains, par l'organe de la Russie, afin d'obtenir une clause dans le nouveau tarif prussien pour l'admission de leurs cotons et autres produits des Etats-Unis dans les *Etats* de la confédération germanique à un droit d'introduction plus faible que celui prélevé sur les produits anglais. La source de ces bruits n'était pas encore connue.

Nous sommes autorisé à les contredire, puisque nous avons acquis la certitude que les seuls papiers que contenait le *Pantaloon* avaient rapport à la médiation.

AGL' ITALIANI RESIDENTI.

Teatro della Strada San Carlo.
COMPAGNIA ITALIANA.

Comparirà questa compagnia per la prima volta sulle scene del teatro San Carlo, domenica 6 dell' entrante, producendo l'opera seria IL PIRATA, del celebre Bellini. Ieri cominciarono i concerti di questa insigne rappresentazione, e siamo dubitor i alla cortesia del Signor Caldwell dell' invito che ricevemmo d'intervenirvi. Parrebbe forse esagerato dio che potremmo direintorno all' insieme della compagnia, ed al merito individuale de' primi artisti que ne fan parte. Ci è nondimeno impossibile dispensarci dal rendere i dovuti onoomj alla prima donna Signora PEDROTTI, al primo tenore Signor MONTRESOR, ed al primo basso cantante signor DE ROSA. Siam persuasi que la prima, specialmente, cagionerà sorpresa al publico della Nuova-Orleans por la estensione, la forza et la flessibilità della sua voce A vantaggio si notabile ella reunisce quelle della grazia e della bella che tanto apprezzano gli affezionati al teatro. La sua fisonomia è viva ed animata ; e si suoi talenti en qualità di attrice, corrispondono a tutto il dippiù, possiam francamente predire ch'ella otterrà nella Nuova-Orleans una delle più brillanti riputazioni, del che tanto men dubitiamo in quanto che si assicura aver ella già cantato nel teatro di San-Carlo in Napoi, riputato come uno dei primi teatri del mondo intero.

THEATRE DE LA RUE ST. CHARLES.

Début de la troupe Italienne.

Le début de cette troupe doit avoir lieu au théâtre de la rue St. Charles le Dimanche 6 mars prochain par la première représentation à la Nouvelle-Orléans de IL PIRATA, opéra séria du célèbre Bellini. Hier, ont commencé les répétitions de ce superbe ouvrage, et nous devons à la politesse de M. Caldwell une invitation pour y assister. Tout ce que nous pourrions dire à ce sujet pourrait paraître exagéré quant à l'ensemble de cette troupe et au mérite des premiers artistes qui la composent. Mais il nous est impossible de ne pas faire ici l'éloge de Mde. Pedrotti, prima donna, de M. Mo trésor primo Tenore et de M. Antonio Rosa primo basso cantante. La première surtout surprendra le public de la Nouvelle-Orléans par l'étendue, la force et la flexibilité de sa voix. A ces brillans avantages elle en joint un autre qui est vivement recherché par les amateurs de théâtre. C'est celui de la grace et de la beauté. Sa physionomie est vive et animée et si son talent comme actrice correspond au reste, nous pouvons assurer hardiment qu'elle obtiendra à la Nouvelle Orléans une réputation des plus brillantes. Nous ne doutons pas d'ailleurs de ce résultat, puisque Mde. Pedroti, s'il en faut croire les bruits qui courent, a rempli l'emploi de prima donna sur le théâtre de San Carlos à Naples, réputé comme un des premiers théâtres du monde entier.

PREMIER CORRESPONDANT DE L'ABEILLE.

Lettre XXX.

Washington, 11 Février.

La ville tout entière était entassée aujourd'hui dan les galeries du sénat. Ce n'était pas pour entendre une parole éloquente, mais pour savoir quel était le sort réservé à cette capitale. Les trois corporations du district de Colombie ont présenté au congrès une requête à l'effet d'être tirées des embarras pécuniaires où elles se sont plongées en se rendant actionnaires de la compagnie du canal de Chesapenke et Ohio, pour une somme surpassant de beaucoup leurs moyens disponibles.

La question a été renvoyée au comité des affaires du district. Un rapport a été présenté pour venir au secours des trois corporations et prendre au nom des Etats Unis la responsabilité de la dette contractée par ces imprudentes souscriptions. Le sénat devait ouvrir la discussion sur ce sujet.

Voici quels sont les faits: La corporation de Washington avait pris un fort intérêt dans le canal projeté; sa souscription se montait à un million de piastres, qui, par les dépenses, les fonds du capital employés à payer les intérêts, les emprunts, &c., forme aujourd'hui une dette de 1,400,000 piastres. La corporation se trouve hors d'état de payer les intérêts de cette somme. En vertu de l'acte qui autorise la corporation à contracter des emprunts, &c., le président a nommé un receveur autorisé à recouvrer les intérêts échus sur le dernier trimestre et à faire vendre s'il était nécessaire, les propriétés des citoyens jusqu'à concurrence de la somme due, y compris les prix du recouvrement.

De l'autre côté, la corporation expose que, à l'époque de la cession de cette partie du district au gouvernement général, les premiers propriétaires firent abandon en faveur des Etats Unis de chaque lot marqué d'un numéro impair dans toute l'étendue de la ville.—Depuis leur incorporation, les citoyens ont toujours payé d'énormes impositions pour les améliorations intérieures et les embellissemens de la capitale; ces dépenses ont augmenté de beaucoup la valeur des propriétés publiques. Des montans ont été nivelées, des vallées comblées, plus de 40 milles de voies publiques et de rues ont été pavées, l'éclairage organisée, &c., tous ces travaux ont été achevés à l'aide des taxes imposées sur les propriétés particulières, tandis que la propriété du gouvernement, quoique la charte de la ville ne stipule aucune exception de ce genre, a été entièrement exempte de ce fardeau. La somme des impositions que le gouvernement aurait eu à payer pour la proportion, s'élèverait aujourd'hui à 2 millions de piastres. Vous voyez que les considérations présentées en faveur de la ville ne réclament qu'un acte de justice, puisque les recettes auraient au-delà couvert les dépenses.

Le comité a raisonné d'après d'autres motifs. Le rapport déclare que le gouverneur, en autorisant les corporations du district à contracter des emprunts, a pris l'engagement tacite, mais valable en équité, de garantir le paiement de la dette. En conséquence, il doit aujourd'hui se charger de la responsabilité de la souscription, par un transfer des actions inscrites au nom de la Corporation.

Après une discussion qui a occupé toute la séance de ce jour, la question a été de nouveau renvoyée au comité, afin de présenter un projet de loi plus détaillé et plus parfait. Il sera sans doute adopté, et la ville de Washington délivrée de l'énorme fardeau, qui paralysait depuis quelques années toute son énergie, reprendra de nouvelles forces et verra bientôt augmenter sa population et ses richesses.

Le vieil Eustis n'est pas satisfait de la réputation qu'il s'est acquise comme orateur. Il veut aujourd'hui se rendre ridicule, sous l'habit d'un auteur dramatique. Il a composé une pièce qu'il a qualifiée de drame national, sans doute parce que les personnages en sont des Indiens commandés par le fameux chef Pocahontas. Après bien des peines, il a réussi à faire représenter ce chef-d'œuvre sur un des théâtres de cette ville. On y est venu plutôt pour rire de la folie de l'auteur que pour entendre les sottises que débitent ses personnages Pour embellir encore la chose, quelques mauvais plaisans se sont avisés de demander l'auteur, après la chute du rideau. Le pauvre vieux sot, gonflé de vanité, s'est présenté sur le devant de la scène et a débité un de ses discours, avec accompagnement obligé de trompettes et de tonnerre. C'était à mourir de rire.

Le général Macomb est possédé de la même manie. Il a aussi composé une pièce, sous le titre de Pontiac ; elle va être représentée au même théâtre, avec grande spleudeur. Il faut espérer qu'il ne suivra pas l'exemple du vieil Eustis et ne viendra pas se donner en spectacle sur la scène, allêché par quelques applaudissemens. Dieu nous préserve de voir le major général de l'armée des Etat-Unis se présenter devant le parterre et lui adresser des remercimens. Je le crains, car je connais sa vanité. Cependant nous verrons.

Le Sénat a reçu communication d'une correspondance entre le rapporteur du comité des relations extérieures et le secrétaire d'Etat, au sujet de la publication de la fameuse lettre du duc de Broglie. Il paraîtrait que cette publication dans les journaux de New-York a été autorisée par un employé de la légation française et quelques personnes affectent d'y voir un appel au peuple américain de la décision du Président. Ce serait là un acte vraiment répréhensible et qui serait généralement désapprouvé. Cependant je crois que le fait de la réception de cette letre aurait dû être communiqué au Congrès, afin de ne lui laisser ignorer aucun des incidens de ce malheureux différend.

Le traducteur officiel a aussi commis quelques erreurs qui n'ont fait qu'augmenter les difficultés. Cet emploi demande un homme parfaitement capable de le remplir, à cause de la responsabilité qui pèse sur lui. La moindre équivoque, la plus légère erreur peut entraîner des conséquences désastreuses pour le pays.

12 FEVRIER 1836.

Le Président a donné hier une autre soirée, à laquelle étaient invitées un grand nombre de personnes. C'est la seconde de ses soirées présidentielles, sur billets d'invitation. Le général Jackson a parfaitement raison d'adopter cette mode. Madison, Monroe et Adams étaient par trop démocrates et se rendaient accessibles à trop de monde

On a répandu un nombre considérable d'exemplaires du discours prononcé par Mr Wise, en réponse à M. Adams. Les mots vulgaires, les invectives qu'il a lancées contre MM. Cambreleng; Wright et autres sont considérés ici comme l'essence de la satyre de bon goût. Je ne suis pas de cet avis ; aussi grossier que peut l'honneur de l'assemblée qui l'a souffert, le langage de Mr. Wise ne m'inspire que du dégoût. Faut-il choisir comme exemple de la chasteté d'expressions de cet orateur l'épithète d'*homme au visage rouge et parfumé de cognac*, qu'il applique à un sénateur qui ne mérite que le respect ? N'est-ce pas un mot puisé dans le vocabulaire des cabarets et des mauvais lieux ? Je vous reparlerai un autre jour de ce jeune orateur.

Une discussion très-animée s'est élevée aujourd'hui dans le Sénat, sur la motion faite par M. Calhoun de rejeter les pétitions des abolitionistes.

M. Kien, de la Géorgie, a pris une position bien extraordinaire pour un représentant d'un Etat du Sud. Il a soutenu que toutes les pétitions à ce sujet devaient être accueillies et que ceux qui s'y opposaient travaillaient à soulever des troubles et agiter le pays plus que les pétitionnaires eux-mêm es. M. Calhoun lui répliqua qu'il n'avait droit de s'étonner de la marche suivie par le sénateur de la Georgie, et que puisque le Congrès n'avait aucun droit constitutionnel de toucher à l'institution de l'esclavage, il s'en suivrait que les pétitions ne devaient pas être accueillies. Il ajouta encore que le langage même des pétitionnaires devait faire rejeter ces documens, puisque l'on y traitait les habitans du Sud de "marchands de chair humaine, de pirates, d'hommes qui trafiquent du sang de leurs semblables", &c. C'était une des objections les plus puissantes à ce qu'elles fussent accueillies par le Congrès.

A Mr. Calhoun succéda M. Hill, qui commença à lire un long et ennuyeux discours sur la même question. Je quittai la galerie sans plus attendre, admirant le pouvoir de l'éloquence qui donnait des jambes à tout le public pour fuir la soporifique influence de ses prosaïques déclamations.

CONSEIL DE VILLE,

SEANCE DU MERCREDI, 24 FEVRIER.

Présens: Le Recorder, Mrs. Gaiennie, Pichot. Labatut, Allard, Berry, Baldwin, Schmidt, Thomas et Caldwell.

M. Thomas présente la protestation suivante :

Je soussigné, Alderman du 3ème. District, demande à consigner dans les minutes du conseil de ville, que je proteste contre l'abus du pouvoir qui m'a privé de voter à la séance dernière, d ns la question relative au veto mise par le maire sur l'aliénation faite par le conseil de la place Antoine, en violation des lois qui prohibent une telle aliénation, à moins qu'elle ne soit faite aux deux tiers des membres *élus* composant le dit conseil de ville.

Nouvelle-Orléans, le 24 février 1836.
P. F. THOMAS

Le Recorder déclare que le conseil ne peut recevoir cette protestation, attendu qu'elle est rédigée en termes qui pourraient paraître offensans pour la majorité qui a voté sur cette question.

La protestation est rejetée.

Lecture est donnée de la letre suivante du maire.

MAIRIE DE LA NOUVELLE-ORLEANS,

LE 24 FEVRIER 1836.

A M. le Président et MM. les membres du Conseil de Ville.

Messieurs,

Dans la disposition où le conseil me paraît être de subvenir aux frais d'entretien de la garde de nuit du sixième district, j'ai pensé qu'il serait convenable de renvoyer à votre considération ultérieure la résolution du 17 du courant par laquelle vous allouez de nouveaux trois mille pinatres à cette garde; parce que de pareilles allocations renouvelées à d'aussi courts intervalles, deviendraient pour la ville une charge beaucoup plus considérable que si vous preniez une fois la détermination de mettre cette garde entièrement aux frais de la corporation, et de payer à chacun des membres dont elle se compose le même traitement que reçoivent ceux de la garde de ville. Ce qui n'empêcherait pas de conserver au corps dont il s'agit l'organisation distincte qu'il a reçue, si vous jugez la chose nécessaire et utile. Je prends la liberté de vous soumettre cette idée, dont vous disposerez selon que vous le croirez convenable.

C'est avec une vive satisfaction que je vous transmets une letre de M. D. Webster, écrite de Washington à la date du 9 courant, et qui annonce que le procès pendant entre les Etats-Unis et notre corporation, concernant la possession de certaines propriétés situées entre l'ancienne façade de la ville et la levée actuelle, a été jugé par la cour suprême en faveur de corporation. Aussitôt que l'arrêt de cette cour me sera connu dans tous ses détails, je m'empresserai de le mettre sous vos yeux.

Je vous transmets en outre une letre de MM. Peters et Millard, relative à l'ordonnance du 24 novembre dernier concernant le pavage.

Je suis respectueusement, Messieurs,
Votre très humble serviteur,
D. PRIEUR—maire.

M. Gaiennié propose de persister sur la 1ère. partie Adopté.

Sur la 2de. partie M. Schmidt demande qu'il soit donné lecture de la seconde letre, de même date. Cet e motion est appuyée et lecture est donnée de la letre suivanto du maire et des documens qui y sont annexés:

MAIRIE DE LA NOUVELLE-ORLEANS.

24 février 1836.

A M. le président et MM. les membres du conseil de ville.

Messieurs,

Depuis le message que j'ai eu l'honneur de vous adresser sous la même date que celle-ci, j'ai reçu une letre de Mr. Livingston, dans laquelle il a inclus une copie du jugement rendu par la cour suprême en faveur de la corporation, je vous transmets ces deux documens pour votre information. Vous verrez que Mr. Livingston, comptant sur un salaire de vingt-sept mille piastres, pour les soins qu'il a donnés aux intérêts de la corporation, a cru pouvoir, par avance, faire escompter sur ses titres une somme de vingt-cinq mille piastres à l'une des banques du nord; les traites de cette banque m'ont été présentées par le caissier de la banque du Commerce de la Nouvelle Orléans, pour être par moi acceptées, mais je n'ai pas cru devoir le faire sans votre acquiescement. En conséquence je vous prie de vouloir bien statuer sur cet objet, afin que je sache comment je dois agir.

Je suis respectueusement, Messieurs,
Votre très humble serviteur,
Signé D. PRIEUR, maire.

M. Labatut propose de renvoyer la letre et les documens à un comité spécial. Le conseil adopte cette proposition. Mrs. Labatut, Schmidt et Baldwin sont nommés de ce comité.

Sur motion de M. Allard, la 3ème. partie est renvoyée au comité sur le pavage.

Le Recorder présente au conseil la démission du Dr. Farlane, en remplissant de cette démission propose que certaines plaintes portées contre lui pendant le choléra et entrées dans les procès verbaux du conseil, en soient effacées.

M. Gaiennié propose d'accepter la démission et d'ordonner que les mesures nécessaires soient prises pour l'élection d'un alderman du 3ème. district.

M. Caldwell propose comme substitut la résolution suivante: Le conseil reçoit avec regret la démission du Dr. Mc. Farlane et appréciant les motifs qui la lui ont dictée, lui souhaite ainsi qu'aux braves qui l'accompagnent tout le succès que mérite leur dévouement patriotique. Adopté.

M. Labatut propose de renvoyer à un comité spécial la requête du Dr. Mc. Farlane pour obtenir que certains passages des procès verbaux soient effacés. Adopté. Mrs. Labatut, Allard et Schmidt sont nommés de ce comité.

Sur motion de M. Baldwin, la letre de M. Mc Farlane sera insérée au procès-verbal.

M. Allard présente la résolution suivante: Le député voyer, remplissant les fonctions de voyer de la ville, ou le député voyer du 6ème. district sont autorisés et requis de faire creuser une tranchée, dans une partie de la rue qui sépare les propriétés de mad. Guignan de celles de M. Milne, en face celle de mad. Castanedo; la dite tranchée étant nécessaire à l'écoulement des eaux du chemin du Bayou dans le canal Girod. Adopté.

Une pétition de Littleton Iris, offrant de fournir à la ville de l'eau pure et filtrée, est renvoyée au comité de santé.

Sur motion de M. Allard, M. Berry remplace dans ce comité le Dr. Mc. Farlane.

Un rapport est reçu des grands jurés des paroisses d'Orléans, Jefferson, St. Bernard et Plaquemine pour blâmer les délais apportés à la construction de la prison de la paroisse, les attribuant à la négligence des inspecteurs; et pour recommander l'organisation d'une nouvelle garde de ville Sur motion de M. Gaiennie, ce document est renvoyé au comité des bâtimens.

Une pétition reçue de M. A. R. Spear, pour solliciter une ordonnance de paiement d'une somme de $ 2,8|2, dépensée pour les volontaires de la Floride, sous les ordres du Dr. Mc Farlane, à prendre sur les $5,000 alloués à cette expédition, est renvoyée au comité sur les affaires de la Floride.

Différens comités présentent leurs rapports. M. Gainnie présente celui du comité des Levées; la pétition de mrs. Bein et Cohen a été examinées et le comité propose une résolution pour enjoindre à l'inspecteur des warfs de se conformer à l'ordonnance du 2 déc. 1835, et de faire réserver les quais faisant face aux presses à coton d'en haut et d'en bas.

M. Labatut propose de déposer le rapport et la résolution sur le bureau, jusqu'à ce que législature ait disposé du bill pour la division de la ville.

M. Gaiennié combat cette proposition, d'après le motif qu'aucun délai ne doit être apporté à la justice, sous prétexte que le projet de loi est encore devant la législature

La motion de M. Labatut est mise aux voix; l'appel nominal étant réclamé, MM. Baldwin, Berry, Caldwell, Labatut et Thomas votent pour; MM. Allard, Gaiennie, Pichot et Schmidt, contre. La motion est adoptée.

Un autre rapport du comité des levées recommande de ne faire dans ce moment aucun changement aux arrangemens pris. Adopté.

Un rapport est présenté par le comité auquel avait été renvoyé le bill pour l'organisation de la nouvelle garde de ville. Il recommande la mise à exécution de la loi.

M. Gaiennié propose toutefois de rapporter les art. 7 et 22 de la dite ordonnance. Adopté.

En conséquence de la démission de M. Mc. Farlane, M. Gaiennié est nommé pour le remplacer dans le comité sur les incendies; M. Berry dans celui des réclamations et M. Thomas dans celui de vigilance;

Sur motion, sont dissous: le comité sur la pétition de R. R. Keent; celui sur la Banque des 12 millions et celui sur l'intersection des rues.

M. Schmidt est nommé pour remplacer M. Mc. Farlane, dans le comité chargé d'examiner le veto du maire, au sujet de l'Hopital.

Le comité chargé d'examiner la petition de John Jose Ricaud, présente un rapport favorable et une resolution pour l'autoriser à garder la place qu'il occupe maintenant dans le marché aux legumes pourvu qu'il la quitte immediatement lorsqu'il en recevra l'ordre soit du fermier soit du commissaire du marché.

Sur motion, cette resolution est deposée sur le bureau.

M. Thomas demande que la salle du conseil soit de nouveau accordée à la réunion de la faculté de médecine, le mauvais temps ayant empêché d'en profiter lundi dernier. Accordé

M. Allard, au nom du comité chargé d'examiner la petition de Pierre C. Marioux, presente une resolution pour autoriser le maire à payer à cet individu $300 pour un lot de terre qui lui appartient et qui est necessaire pour former la rue Trémé, à condition d'en transferer par acte notarié la propriété à la Corporation.

Le conseil accorde 4 licences gratuites à des colporteurs.

Le conseil s'ajourne à samedi prochain, à 5 heures du soir.

DOCUMENS QUI ACCOMPAGNENT LES DEUX LETTRES DU MAIRE.

Washington, 9 février 1836.

Monsieur le Maire,

J'ai le plaisir de vous annoncer que la Cour Suprême a décidé, ce matin, la cause importante entre les Etats-Unis et votre ville, en faveur de la ville. Le décret porte, que le décret rendu par la cour inférieure *soit renversé*, et la cause jugée de nouveau, avec injonction à cette cour de renvoyer la pétition, ou bill des Etats-Unis.

L'opinion du tribunal est très-longue ; je vous en enverrai une copie, aussitôt qu'elle aura pu être transcrite.

La Cour a decidé en effet :

1o. Que les Etats-Unis n'ont pas de droits à la propriété du terrain.

2o. Que si l'intérêt public exige qu'il soit intervenu dans les ventes faites de lots de terre par la ville, par la raison que ces ventes sont préjudiciables au public, le pouvoir d'intervenir appartient aux autorités de la Louisiane et non à celles des Etats-Unis

Je vous félicite, monsieur le maire, ainsi que vos concitoyens, sur cet heureux résultat.

Agréez l'assurance de ma considération.

Votre serviteur,
D. WEBSTER.

L'honorable maire de la Nouvelle-Orléans.

COUR SUPREME DES ETATS-UNIS.

Assises de Janvier 1836.

Le maire, les aldermen et les habitans de la ville de la Nouvelle-Orléans, en appel, contre les Etats-Unis.

Sur appel fait de la Cour de District des Etats-Unis, pour le district de l'Est de la Louisiane, cette cause ayant été citée sur l'extrait transcrit des dossiers de la Cour de District des Etats-Unis, après avoir entendu les argumens des divers avocats et mûrement délibéré, *il est ordonné, adjugé et décrété* par cette cour, procédant à rendre le décret que ladite Cour de District aurait dû rendre dans cette affaire, que le bill des demandeurs dans ladite cause soit et demeure mis hors de cour par le présent jugement et que ladite cause soit et demeure renvoyée devant ladite Cour de District des Etats-Unis pour le district de l'Est de la Louisiane, avec injonction à ladite Cour de District de faire mettre ce décret à exécution.

Je, soussigné, William Thomas Carroll, greffier de la Cour Suprême des Etats-Unis, certifie par les présentes que la copie ci-dessus est parfaitement conforme à l'injonction et au décret rendus par ladite cour dans ladite affaire, aux assises de janvier, mil-huit-cent trente-six.

Extrait des minutes de ladite Cour Suprême.

En témoignage de quoi, j'ai signé les présentes de ma main et apposé le sceau de ladite Cour Suprême, en la ville de Washington ce neuvième jour de février, en l'année de Notre Seigneur mil-huit-cent-trente-six.

[S.]

(Signé) W. T. CARROLL.
Greffier de la Cour Suprême des Etats-Unis.

OFFICIEL.

DOUZIEME LEGISLATURE—2me. SESSION.

JOURNAL DU SENAT.
DE LA LOUISIANE

MARDI, 23 février.

Le sénat s'est assemblé conformément à l'ajournement.

Membres présens: Mrs. Ch. Derbigny, président, Bossier, Brownson, Cuny, Dupré, Hoa, Labauve, Labranche, Lewis, Mo ancy, Porche Reid et Tête.

Le secrétaire a porté à la chambre les bills et resolutions intitulés :

"Acte pour amender un acte intitulé : acte pour incorporer la compagnie d'éclairage au moyen du gaz et de la banque de la Nouvelle-Orléans.

"Résolution concernant Thomas Carry, rapporteur des décisions de la cour suprême.

"Acte pour changer l'époque de la nomination des assesseurs de la taxe d'état dans et pour la paroisse de St.-Landry.

"Acte pour venir au secours de J. et F. Harris, orphelins sourds et muets.

"Résolution nommant un comité pour examiner les affaires de la banque des artisans et commerçans de la Nouvelle-Orléans.

"Résolution nommant un comité pour visiter le collége de Jefferson.

"Acte pour amender un acte pour incorporer la compagnie du chemin à coulisses de la Nouvelle-Orléans et du Carrolton.

"Résolution autorisant le gouverneur à payer les dépenses des volontaires sous les ordres du colonel Leonard.

Et "Acte pour amender un acte pour incorporer la compagnie d'améliorations de la Nouvelle-Orléans.

M. Bossier, de la part du comité réuni, chargé d'examiner les affaires de la compagnie de la banque et du chemin à coulisses de la Nouvelle-Orléans et de Carrolton, a présenté le rapport suivant :

Le comité chargé d'examiner la situation de la banque de Carrolton, a l'honneur de rapporter respectueusement :

Votre comité s'est acquitté du devoir que vous lui avez imposé, et vous soumet un état de la situation des affaires de cette banque, duquel il résulte, ainsi que votre comité s'en est assuré, qu'il est dans la situation la plus prospère, et que, si l'on considère qu'elle n'a commencé ses opérations qu'au mois de novembre dernier, il y a lieu d'espérer que si la direction continue à agir avec la même prudence et le même discernement, cette institution offrira à ses actionnaires autant d'avantages et au public autant de garanties que celles qui l'ont précédée.

Votre comité ne peut qué se louer de l'empressement avec lequel la direction a mis à sa disposition les renseignemens qu'il a pu désirer, allant même à cet égard au-devant des observations de votre comité.

Il résulte du tableau ci-joint, que, sur un capital de trois millions, il n'y a encore que 25 pour cent de payés, ce qui, avec la portion de l'ancien stock payé en plein, fait $828,175, d'où il faut déduire $351,786 76 c. déjà employés pour la route à Carrolton et ses diverses branches et pour les propriétés que la compagnie a achetées et édifiées, et ne laisse par conséquent pour opérer que $476,388 24|100; un si faible capital n'a pu permettre d'escompter qu'à courtes échéances.

Elle a en portefeuille pour $654,769 93 de billets qui n'ont pas à courir plus d'un terme moyen de 45 jours. Elle a dû cependant escompter pour une faible somme, savoir: $47,005 11 c. de billets ayant plus de quatre mois à courir, afin de faire l'emploi à 7 p. 0|0 du montant des dépôts sur lesquels elle paie un intérêt.

Elle a prêté sur garantie de ses actions que $25,450; ce que votre comité a vu avec d'autant plus de satisfaction, qu'on avait craint dans l'origine que cette affaire ne fût qu'une spéculation de quelques individus qui auraient emprunté de la banque pour payer leurs actions.

Les opérations de change que cette banque a faites, paraissent avoir été très-avantageuses, puisque, dans un si court espace de temps, les profits s'en sont élevés à $13,192 70|100, et il est à remarquer que ses opérations ont été faites en grande partie sur les crédits que cette institution s'est procurés sur le nord et à l'étranger, et n'a détourné aucune partie du capital destiné à escompter des billets de cette place.

Les espèces dans la voûte, $83,228 82 sont plus que suffisantes pour la circulation, qui n'est que $141,730, et la confiance que cette banque inspire, on peut dire à sa naissance, est attestée par le montant des dépôts, qui s'élèvent déjà à la somme de 249,570 22|00.

En résumé, il paraît à votre comité que si la charte de la nouvelle banque de manière à ce qu'elle fût dispensée de faire un chemin de fer jusqu'à St. Francisville, la direction appelant à des époques plus ou moins rapprochées le reste de son capital ferait participer la campagne dans les avantages qu'elle délère à la ville, en établissant les cinq branches qu'elle est obligée de mettre en opération avec un capital de $1,400,000, ce qui, soit en passant, est une proportion au peu forte avec le capital de la mère-banque.

Le tout vous est soumis respectueusement.

Nouvelle-Orléans, 16 février 1836.

P. E. BOSSIER.
Rapporteur du sénat.
A. BARROW.
Chairman du comité de la chambre.

M. Hoa, après en avoir obtenu la permission, a présenté, sans en avoir donné avis au préalable, un bill intitulé :

"Acte pour pourvoir à l'administration des affaires des corporations insolvables.

Ce bill a subi sa première lecture.

M. Cuny, conformément à l'avis qu'il en avait donné, a presenté un bill intitulé :

"Acte pour amender la première section d'un acte intitulé : acte pour organiser la cour suprême de l'état de la Louisiane, et pour établir des cours de juridiction inférieure, approuvé le 10 fevrier 1813.

Ce bill a subi sa première lecture, et, sur la motion de M. Cuny, il a été fixé à l'ordre spécial du jour pour demain

Sur motion de M. Dupré, le senat a pris en considération le bill intitulé :

"Acte pour étendre les pouvoirs du bureau de police de la ville des Opelousas.

Exempté des règles, lu pour la 2me et 3me fois, passé et porté à la chambre.

Sur motion de M. Labranche, le sénat a pris en considération le bill intitulé :

"Acte pour pourvoir au paiement des loyers des maisons ou appartemens qui sont loués pour la tenue des séances des diverses cours de cet Etat, à la Nouvelle-Orleans et pour d'autres objets, approuvé le 6